L’OTAN instrumentalise, à son profit, la cause des femmes

Le 09-07-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 9 juillet 2018

L’OTAN prépare de nouvelles guerres au nom des femmes



Dans un récent article du *Guardian* intitulé *« Why NATO Must Defend Women’s Rights »* (Pourquoi l’OTAN doit défendre les droits des femmes), le secrétaire général de l’Alliance, Jens Soltenberg, et la star de cinéma, Angelina Jolie, affirment que *« l’OTAN a la responsabilité et l’occasion d’être un défenseur de premier plan des droits des femmes ».* En outre, elle *« peut devenir le chef de file militaire mondial en matière de prévention et de réponse à la violence sexuelle lors des conflits ».* Tous deux s’engagent à identifier *« les moyens par lesquels l’OTAN peut renforcer sa contribution à la protection et à la participation des femmes dans tous les aspects de la prévention et de la résolution des conflits ».*

Ce partenariat, a priori étrange, vient, en réalité, de loin. Dès 2013, Mari Skåre, représentante spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité de l'OTAN déclarait *: « Réaliser l'égalité entre les genres est notre tâche collective. Et l'OTAN fait sa part*. »

En mars 2016, lors de la Journée internationale pour les droits des femmes, l'OTAN a organisé une conférence dite *« Barbershop Conference »* sur l'égalité des genres (ou comment associer davantage d'hommes à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre le sexisme). Stoltenberg y déclarait que l'égalité des sexes était une question terriblement importante parce que *« l'OTAN est une organisation basée sur des valeurs et aucune des valeurs fondamentales de l'Alliance – libertés individuelles, démocratie, droits de l'Homme et primauté du droit – ne fonctionne sans égalité »* et *« Nous avons appris en Afghanistan et dans les Balkans qu'en intégrant la question du genre dans nos opérations, nous faisons une différence tangible dans la vie des femmes et des enfants »*.

En novembre 2017, Stoltenberg a remis ça : *« L'autonomisation des femmes n'est pas seulement la bonne chose à faire, c'est la chose intelligente à faire : cela rend les pays plus sûrs et plus stables. L'OTAN est déterminée à faire une différence. »*

Bien sûr, l'OTAN n'a jamais autonomisé les femmes…"L'Alliance" est trop occupée à envahir des pays, à tuer des civils (lors de mariages, par exemple), à détruire des hôpitaux, à soutenir logistiquement des djihadistes, à provoquer des flots de réfugiés et à ruiner la vie d'innombrables femmes.

L'OTAN organise aussi des sessions de propagande appelées «*points de presse »* et des conférences d'auto-satisfaction. Le but est de présenter une coalition militaire de 29 pays comme une organisation caritative d'aide aux nécessiteux.

C'est là qu'Angelina Jolie entre en scène. Ambassadrice de bonne volonté du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), elle parcourt le monde, à ce titre, pour reprocher à la *« communauté internationale »* de ne pas faire assez pour résoudre les crises humanitaires. Son point de vue sur ces crises est systématiquement le même que celui de l'OTAN. Elle déclare : *« Il est important que nous intervenions en temps opportun ... diplomatiquement si nous le pouvons, par la force si nous le devons »*. En octobre 2011, après sept mois de bombardements incessants, A. Jolie s'est précipitée en Libye et a salué avec enthousiasme la « révolution » libyenne :*« Je suis ici […] au nom du peuple libyen pour lui témoigner ma solidarité. Je pense que c'est une révolution au nom des droits de l'Homme, je pense que c'est ce que ces gens ont vraiment fait et ce qu'ils ont réclamé, et il faut les aider à mettre en œuvre ces nouvelles lois et à assurer l'avenir de leur pays. »*

À propos de la Syrie, A. Jolie a déclaré qu' *« une certaine forme d'intervention est absolument nécessaire »*, se moquant de l'avis des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'opposaient à une intervention : *« Je suis convaincue que le recours au droit de veto, lorsque vous avez des intérêts financiers dans le pays, devrait être remis en question et qu'un veto contre une intervention humanitaire devrait être remis en question »*.

C'est dans la lignée de l'administration Obama et de Susan Rice (alors représentante permanente pour les États-Unis à l'ONU) qui, après le veto de la Russie et de la Chine à une résolution de février 2012 du Conseil de sécurité, appelait Bachar al-Assad à se démettre et l'armée syrienne à rentrer dans ses casernes. Cette « diplomate » a qualifié les vetos de *« dégoûtants et honteux »*. Les pays *« qui ont potentiellement bloqué le dernier effort pour résoudre ce problème pacifiquement […] auront du sang sur les mains ».*

D'ailleurs, les tenants de l'intervention militaire tous azimuts prônent toujours l'intervention « humanitaire ». François Hollande a déclaré à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2013 que lorsque des atrocités massives ont lieu, les membres permanents du Conseil de sécurité devraient renoncer à leur droit de veto : *« Les Nations unies ont la responsabilité d'agir. Et chaque fois que notre organisation se révèle impuissante, c'est la paix qui en paie le prix. C'est pourquoi je propose que les membres permanents du Conseil*

de sécurité définissent un code de bonne conduite et que dans l'éventualité d'un crime de masse, ils puissent décider collectivement de renoncer à leur droit de veto. »

Si une action militaire est écartée, les « humanitaires » demandent immédiatement des sanctions ou leur durcissement, si elles sont déjà appliquées. Il faut « faire pression » afin que la nourriture, le pétrole, les fournitures médicales ne puissent pas arriver jusqu'aux peuples. Un bon exemple fut la guerre du Kosovo, qui a dévasté la Bosnie et le Kosovo. Angelina Jolie a écrit et réalisé un film sur la guerre de 1992-1995 en Bosnie : « *Au pays du sang et du miel* ». Le film, dit-elle, « *pointe du doigt la communauté internationale, qui aurait dû intervenir beaucoup plus tôt dans la guerre de Bosnie* ». Il met en scène de méchants Serbes persécutant d'innocents musulmans. L'intervention militaire de l'OTAN aurait finalement amené la paix en Bosnie...La réécriture de l'histoire ne gène ni l'OTAN, ni A. Jolie

A. Jolie est l'icône glamour de la nouvelle campagne de l'OTAN

L'OTAN voudrait nous faire « prendre conscience » que les violences sexuelles se produisent en temps de guerre. Un brin de jugeote suffit pour entrevoir la solution : faire tout ce qui est possible pour éviter la guerre.

Mais ce n'est pas celui que privilégient l'OTAN et A. Jolie. Bien sûr, l'OTAN ne veut pas s'auto-dissoudre...Elle préfère (c'est sa vocation) l'action militaire tout en déplorant ses conséquences prévisibles : les crimes de guerre, y compris les crimes sexuels.

En avril 2014, A. Jolie a sillonné les Balkans avec William Hague, le ministre britannique des Affaires étrangères, et visité le mémorial de Srebrenica à Potocari (Bosnie). Au cours de sa visite, elle a déclaré : *« Le recours au viol comme arme de guerre est un des crimes les plus cruels et les plus brutaux contre les civils. C'est du viol si brutal, avec une violence si extrême, qu'il est même difficile d'en parler. »* Hague et Jolie ont lancé une campagne commune sous le titre : Prévenir la violence sexuelle en situation de conflit. Le but était de *« lutter contre la culture de l'impunité, veiller à ce que davantage d'auteurs soient traînés en justice et garantir un meilleur soutien aux survivants. Nous faisons campagne pour alerter l'opinion publique, mobiliser une action mondiale, promouvoir la cohérence internationale et accroître la volonté et la capacité des États à faire plus. »*

William Hague a expliqué, sans rire : *« J'ai commencé cette campagne avec Angelina Jolie parce que la politique ne doit pas se limiter à traiter des crises urgentes – elle doit aussi améliorer la condition humaine. »* Puis il s'est enflammé sur son thème favori : *« Des dizaines de milliers de femmes, de fillettes et d'hommes ont été violés pendant la guerre en Bosnie. Nous sommes venus ici pour attirer l'attention du monde sur leur quête de justice et pour appeler à une action mondiale pour mettre fin une fois pour toutes à l'utilisation du viol comme arme de guerre. »* Dans une interview à la *BBC*, W. Hague a affirmé que les violences sexuelles dans les conflits étaient *« l'un des grands crimes de masse du XXe et du XXIe siècle (…) Cela devient de pire en pire – le viol en zone de guerre, est utilisé systématiquement et délibérément contre les populations civiles ».*

Le message est clair : les guerres de l'OTAN ne sont pas le problème, et d'ailleurs les guerres « justes » sont nécessaires pour éviter les atrocités...

William Hague était ministre britannique des Affaires étrangères pendant les bombardements de l'OTAN en 2011 sur la Libye. Inutile de dire que l'OTAN n'a rien fait pour aider les femmes en Libye. Au contraire : des milliers de femmes ont été tuées par les bombes humanitaires de l'OTAN et de W. Hague. L'OTAN a détruit le gouvernement, la loi et l'ordre public, les institutions qui, avant son intervention, avaient protégé les femmes libyennes des crimes sexuels. L'OTAN a aidé à mettre des milliers, voire des millions de femmes, dans les mains de Daesh. Dans son rapport sur la Libye, établi en 2017, Human Rights Watch (organisme pro-interventionniste fiable), écrivait sur le gouvernement de Daesh en Libye : *« Au cours du premier semestre de*

2016, des combattants loyaux à ISIS (Daesh) contrôlaient la ville côtière centrale de Syrte et soumettaient les résidents à une interprétation rigide de la Charia qui incluait des flagellations publiques, l'amputation de membres et des lynchages publics, laissant souvent les corps des victimes exposés. »

Soyez rassurés : en juin 2014, W. Hague et A. Jolie ont organisé, à Londres, pendant trois jours, un grand Sommet mondial pour mettre fin à la violence sexuelle. Parmi les participants, le secrétaire d'État américain John Kerry et le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Selon une étude, le sommet a coûté 5,2 millions de Livres Sterling pour accueillir les hôtes. La facture des repas à elle seule s'est élevée à plus de 299 000 Livres, tandis que les dépenses totales en taxis, hôtels et transport ont atteint 576 000 Livres...

A. Jolie y a déclaré : *«Nous devons briser cette culture de l'impunité et faire de la justice la norme, et non l'exception, pour ces crimes. Nous avons besoin de volonté politique, reproduite dans le monde entier, et nous devons traiter ce sujet en priorité. Nous avons besoin de voir un véritable engagement et de nous attaquer aux pires auteurs, de financer une protection adéquate pour les personnes vulnérables et d'intervenir pour aider les pays les plus touchés. Nous avons besoin que toutes les armées, les troupes de maintien de la paix et les forces de police reçoivent une formation sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits. »*

Punir les auteurs de violences sexuelles est louable. Le problème est que le bilan de l'OTAN en matière d'accusations sans preuves sérieuses n'inspire pas vraiment confiance. Pendant la guerre de Bosnie, par exemple, les médias ont rapporté, avec insistance, l'utilisation du viol comme instrument de guerre. En 1992, la délégation parlementaire européenne de Mme Ann Waburton a estimé que 20 000 viols avaient déjà eu lieu en Bosnie. En janvier 1993, *Newsweek* a publié un long article accusant les Serbes du viol de plus de 50 000 femmes, pour la plupart musulmanes, dans le cadre de *« programmes délibérés visant à imposer aux femmes musulmanes des bébés serbes non désirés ».*

Des enquêtes systématiques sur le sujet n'ont cependant pas fourni de résultats suffisamment spectaculaires pour les intégrer à l'article. Le 29 janvier 1994, le secrétaire général de l'ONU a publié un rapport sur les viols en ex-Yougoslavie, y compris en Bosnie et en Croatie, basé sur une étude de la Commission d'experts des Nations unies. Le rapport a trouvé *« 126 victimes, 113 incidents, 252 auteurs présumés, 73 témoins »*. Le rapport indiquait également que *« certains cas de viol »* étaient *« à l'évidence le résultat d'un comportement individuel ou en petit groupe, sans preuve de responsabilité du commandement. D'autres pourraient faire partie d'un schéma général. En raison de la diversité des facteurs, un tel schéma peut mener à la conclusion qu'il existait une politique de viol systématique, mais cela reste à prouver ».*

En 1999, les allégations de viols de masse étaient une composante essentielle de la campagne de propagande de l'OTAN… pendant qu'elle bombardait la Yougoslavie.

Le ministre britannique des Affaires étrangères Robin Cook a enfumé le public avec des contes sordides de Serbes forçant les femmes *« à subir des viols systématiques dans un camp militaire de Djakovica. ».* Clare Short, ministre britannique du Développement international, ajoutait que les viols étaient *« délibérément commis devant les enfants, les pères et les frères ».* Le ministère britannique des Affaires étrangères a abondé en prétendant avoir découvert encore trois autres camps de viol : *« Des réfugiés ont rapporté des viols orchestrés à Globocica, Urosevac et entre le Kosovo et l'Albanie. »*

Ensuite, les médias ont admis que les histoires de camps de viol, comme la plupart des allégations de l'OTAN, étaient des mensonges. Le *Washington Post* a rapporté que *« les accusations occidentales selon lesquelles il y avait des camps de viol gérés par les Serbes dans les villes de Djakovica and Pec, et des allégations mal sourcées dans certaines publications selon lesquelles les Serbes s'adonnaient à la mutilation des vivants et des morts – y compris la castration et la décapitation – se sont toutes révélées fausses ».*

Fred Abrahams (Human Rights Watch) qui avait été enquêteur pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, a témoigné qu'il n'avait trouvé aucune preuve à l'appui des accusations incendiaires de camps

de viol.

Pourtant, l'OTAN, au cours de sa campagne suivante contre la Libye, a ressorti les histoires de viol quelques jours après le largage des premières bombes. Susan Rice, représentante permanente des États-Unis à l'ONU, a informé le Conseil de sécurité que le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi délivrait du Viagra à ses soldats afin de les aider à commettre des viols de masse. Comme d'habitude, S. Rice n'a présenté aucune preuve mais son accusation a été suffisante pour que le procureur du Tribunal pénal international, Luis Moreno-Ocampo, annonce qu'il disposait d'« *informations confirmant que c'était la politique libyenne de violer ceux qui s'opposent au gouvernement. Le viol est un nouvel aspect de la répression* ». Moreno-Ocampo a même confirmé la légende du Viagra : *« Nous trouvons certains éléments confirmant cette question de l'acquisition de médicaments de type Viagra comme outil politique. Ils ont acheté des conteneurs avec des produits pour augmenter la possibilité de violer et nous recevons des informations détaillées confirmant cette politique. »*

Au bout du compte, comme on pouvait s'y attendre, il s'est avéré que ces allégations de viol étaient totalement inventées. Donatella Rovera, conseillère principale pour les réponses aux crises à Amnesty International, a rapporté que l'organisation *« n'avait trouvé aucune preuve ni une seule victime de viol, ni un médecin qui connaissait quelqu'un ayant été violé »*. D. Rovera a également invalidé l'histoire du Viagra : *« des rebelles en relation avec les médias étrangers à Benghazi avaient montré aux journalistes des paquets de Viagra, affirmant qu'ils venaient de chars incendiés, même si la raison pour laquelle ces paquets n'ont pas brûlé n'est pas claire ».*

Bien que toutes les allégations de l'OTAN se soient révélées fausses, l'OTAN continuera à alimenter le monde en fake news.

En vérité, l'OTAN ne fait rien pour les femmes et ne fait rien pour mettre fin aux crimes sexuels, que ce soit dans ses États-membres ou ailleurs dans le monde. Ce que l'OTAN fait bien, c'est jouer sur l'émotionnel, notamment en utilisant le viol, afin de justifier et d'obtenir des budgets plus élevés, davantage d'armes, plus de déploiements dans un plus grand nombre de pays. L'objectif est de contrôler toujours plus de pays et si besoin est, de les envahir militairement.

L'OTAN qui n'avait plus de raison d'exister après la chute du mur, aurait dû s'auto-dissoudre. Mais la volonté étatsunienne de continuer à dominer sans partage le monde ne s'éteint pas.

La pieuvre Otanienne tente d'obtenir, au travers des « partenariats » factices, des luttes bidons contre des « dictateurs » et le détournement de « causes humanitaires », une légitimité pour intervenir partout dans le monde. L'OTAN est la gardienne de l'ordre néolibéral mondial.

Le dernier avatar de sa communication est la cause des femmes, mais cela ne change en rien sa nocivité. La « libération » des femmes passe par leur libération des politiques néolibérales que l'OTAN défend avec acharnement. La libération des peuples passe aussi par la souveraineté nationale et populaire, par la coopération internationale et par la paix.

C'est pourquoi le programme du Parti de la démondialisation (Pardem) prévoit la sortie de l'OTAN et de l'UE, la réorientation de l'ONU et la non prolifération des armes nucléaires.

Nous voulons une France indépendante, universelle et ouverte sur le monde, autonome stratégiquement ainsi que le respect du droit international tout en luttant pour la paix.

À quoi sert donc l'OTAN ? ...

Une organisation militaire sert à faire la guerre. De cette évidence découlent deux interrogations, la guerre pour qui et la guerre contre qui ?

L'OTAN a été fondée il y a soixante-huit ans comme dispositif militaire pour (dans la confrontation entre deux systèmes économiques et sociaux irréductiblement opposés, le capitalisme et le socialisme) défendre les intérêts idéologiques, politiques et économiques du monde occidental capitaliste. La signature du Traité de l'Atlantique Nord a été un acte majeur de la guerre froide, avec un double objectif : légitimer la présence de bases étatsuniennes en Europe et constituer une coalition armée du camp occidental contre l'Union soviétique qui y répondra par la formation du Pacte de Varsovie. Ce fut le rôle de l'OTAN jusqu'à la chute du Mur en 1989, avec des moments de fortes tensions, sans jamais que l'Alliance atlantique ait à tirer un coup de canon.

L'implosion du bloc soviétique va remettre en question la raison d'être de l'OTAN, mais son secrétaire général de l'époque, Manfred Wörner, déclare le 17 mai 1990 qu'il n'en est rien. L'OTAN est le pilier de l'ordre néolibéral mondial qui lie les atlantistes européens derrière la bannière étoilée. Pour George Bush père, elle est une pièce maîtresse des plans hégémoniques des États-Unis dans le nouvel ordre mondial et tous les pays européens veulent son maintien.

l'OTAN, présentée comme une *« alliance exclusivement défensive »*, est en réalité une force interventionniste. Sa mission consiste à assurer, sur le continent européen, la stabilité du nouvel ordre mondial par l'intégration militaire de sa partie orientale. Sous prétexte des carences des états européens, l'OTAN est intervenue dans les Balkans.

Cette guerre va servir à justifier la pérennisation de l'OTAN. Le 28 février 1994, l'aviation des USA abat des bombardiers bosno-serbes. La Bosnie est la première guerre de l'OTAN sans mandat de l'ONU (résolution 1244), violant ainsi la charte des Nations unies, passant outre le rôle du Conseil de sécurité et du fantomatique comité d'état-major de l'ONU. l'OTAN prends les commandes : elle *« fixe des effectifs, le degré de préparation des forces et leur emplacement général ».* Cette instrumentalisation de la Charte va ouvrir la voie aux guerres futures. Dès la dissolution du bloc soviétique, la *« politique de partenariat »* va être le mécanisme essentiel d'élargissement de la pieuvre Otanienne.

l'OTAN, organisation supranationale, impose sa domination militaire mais aussi sur la communication, l'économie et la stratégie de défense. C'est le bras armé de la mondialisation néolibérale. Nous sommes entrés dans le cycle de la guerre permanente. Les interventions de l'OTAN ou de coalitions occidentales, avec un mandat du conseil de sécurité de l'ONU, en Irak, Afghanistan et Libye, sous couvert du *« droit d'ingérence humanitaire »*, puis du *« devoir de protéger »*, détruisent des Etats et sont la cause du chaos.

Aujourd'hui, l'OTAN est en mesure de projeter opérationnellement 300 000 hommes. Déjà en 2007, Daniel Fried, secrétaire général adjoint États-Unien déclarait : *« depuis la guerre froide et son rôle régional dans les années 1990, l'Otan s'est transformée en une organisation transatlantique effectuant des missions globales, de portée globale avec des partenaires globaux. Tout appartient potentiellement à la zone de l'OTAN ».*

Bien qu'il n'ait pas existé dans l'Histoire, une coalition disposant de moyens militaires et logistiques équivalents à ceux de l'OTAN, les puissances Atlantistes n'ont gagné aucune des guerres asymétriques engagées depuis 15 ans. Elle a connu des échecs militaires en Irak et en Afghanistan ; la Libye est une zone de non-droit, les Balkans sont instables. S'y ajoute l'engrenage syrien et les lieux de conflits ouverts ou potentiels qui s'étendent sur un arc allant des Philippines au Nigéria.

Si vis bellum, para bellum

Domination de la force (militaire), domination économique, domination du langage par la communication, domination psychologique par l'établissement de la peur d'un ennemi imaginaire, rançonnage sont les ingrédients du véritable système mafieux de l'OTAN...Pour le faire accepter par les peuples, mieux vaut avancer masqué.

Le processus d'acceptation (et même de demande) a été testé par la présidence Clinton (1993-2000) ; La Yougoslavie a été utilisée par *l'establishment* de la politique étrangère américaine pour mettre au point les techniques de contrôle, de subversion et de changement de régime. En considérant la Yougoslavie comme une mini URSS, avec la Serbie dans le rôle de la Russie, briser la Yougoslavie puis la Serbie elle-même (en détachant le Kosovo) a été une répétition du processus qui a été mis en oeuvre en Ukraine, avec, cette fois, la Russie comme cible.

On retrouve toujours et partout les mêmes techniques décrites avec force détails et arguments par Diana Johnstone (cf : Hilary Clinton *« La reine du chaos »* éditions DELGA, 2016) :

1 - Hitlérisation : l'agression commence par une guerre de propagande des grands médias, liés organiquement aux « décideurs économiques », au gouvernement et au think tanks. Dans la première étape, le pays visé devient presque invisible sous l'ombre de son chef, qualifié de « dictateur » même s'il a été élu régulièrement. Il est présenté comme l'incarnation du Mal et « doit partir ». Slobodan Milosevic, Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Bachar al-Assad et Vladimir Poutine ont été projetés dans le rôle du nouvel Hitler.

2 - Sanction : les sanctions économiques contre le « Hitler » désigné servent à le stigmatiser, à destabiliser les relations internationales et à « convaincre » des alliés qui hésitent à recourir à des moyens militaires, mais qui sont prêts à soutenir et à appliquer des sanctions prétendument pacifiques pour « le faire évoluer ». Lorsque les sanctions échouent, l'opinion publique a ainsi été préparée à envisager la force militaire...qui apparaît alors comme nécessaire.

3 - Clients locaux : Les États-Unis et l'OTAN soutiennent les pires éléments de l'État ciblé, ceux qui sont prêts à tout. Soutien politique et militaire aux criminels endurcis dans de nombreux pays des Balkans, soutien et armement des fanatiques islamiques (Al Qaida) des pays musulmans, appui aux milices nazies en Ukraine. Financement et soutien logistique aux O.N.G. des Droits de l'Homme au travers le *National Endowment for democracy* (NED) et ses filiales. Ces officines jouent un rôle central. Elles incarnent la « démocratie » que le « Hitler » désigné est accusé d'étrangler.

4 - Saboter la démocratie : Simulacres de négociations entre le gouvernement des méchants et les opposants démocrates (les exemples ne manquent pas. Citons le gouvernement Syrien et l'Armée syrienne libre, dont on sait qu'elle est un conglomérat de diverses tendances djihadistes)

Il est habituel que les représentants des États-Unis à l'ONU sabotent les négociations par des tirades moralisatrices, des insultes et des mensonges.

5 – Criminalisation : recours aux tribunaux internationaux pour traiter ses ennemis comme des criminels de droit commun plutôt que comme des adversaires politiques. Le concept d' »entreprise criminelle commune » utilisé dans le droit pénal des États-Unis contre les gangs et la mafia, a été importé, par exemple, dans le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) afin de l'appliquer aux Serbes. Ensuite, les États-Unis ont influencé la Cour pénale internationale (à laquelle les États-Unis eux-mêmes ne sont pas exposés) pour faire inculper leurs ennemis sur la base d'accusations douteuses (ex : Mouammar Kadhafi et son fils). Ceci permet d'exclure les adversaires des négociations de paix en prétendant qu'on ne peut négocier avec un criminel.

6 - Effrayer en employant le terme « génocide » : Chaque fois que les États-Unis ou l'OTAN prennent part dans un conflit ethnique ou politique, ils accusent l'autre camp de vouloir commettre un « génocide ». Cette

manœuvre est destinée à exclure les vraies causes d'un conflit, qui, si elles étaient comprises, pourrait faire l'objet d'une médiation.

7 - Les médias et la propagande : La clé de voûte de l'ensemble du système d'agression est la maîtrise d'une vaste machine de propagande, centrée sur les médias grands publics. La musique de fond est la glorification de l'usage de la violence pour écraser l'ennemi.

8 – Bombardement : C'est le dernier argument, l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de chaque différend entre les USA et les « dictateurs ». Pour le Pentagone, l'OTAN, la CIA, la NED, les médias traditionnels et l'establishment de la politique étrangère des États-Unis, la guerre du Kosovo a été un terrain d'entraînement, une préparation. Ce fut la guerre pour déclencher d'autres guerres.

Pour aller plus loin, nous vous invitons à lire ou à écouter l'intervention « Sortir de l'Otan, assurer la paix, avec quelle défense nationale ? » à l'Université d'automne du Pardem 2017.

http://pardem.org/le-parti/universites-d-automne/827-sortir-de-l-otan-assurer-la-paix-avec-quelledefense-nationale

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire